

« En U.R.S.S., nous luttons depuis longtemps pour constituer un parti bolchevik révolutionnaire qui renversera par le moyen d'une révolution supplémentaire le régime politique stalinien et rétablira la démocratie prolétarienne. Nous avons défini cette révolution « politique » et non « sociale » parce qu'elle ne changera pas fondamentalement les bases économiques de l'U.R.S.S. »

Que la caractérisation de la superstructure soit disparate cela saute aux yeux. On ne conçoit pas comment on peut se prononcer pour le renversement violent d'un régime politique qui n'a pas subi des changements qualitatifs. On ne conçoit pas non plus comment on peut adopter un texte où figuré une telle contradiction, sans admettre qu'on l'a lu en passant, sans étude minutieuse, sans le comprendre enfin. La faute est assez grande pour qu'on ne l'enterre pas sous le silence.

Nous sommes aussi loin de ceux qui font abstraction de la réalité économique, que ceux qui se bornent dans leur analyse à cette même réalité économique sans tenir compte des facteurs politiques (pouvoir prolétarien ou bureaucratique, conditions objectives et subjectives, rapport des forces à l'échelle mondiale, etc.) Les premiers parlent de fascisme russe, d'impérialisme soviétique qui, sous le manteau centriste ou ultragauchiste, cherchent un prétexte pour cacher le tournant opportuniste qui les mène tout droit à l'orchestre démocratique inspiré par les Attlee, Thomas et Cie.

Les autres tâchent d'ignorer les contradictions existant dans le régime de l'U.R.S.S. ou bien les connaissent, les résolvent — au dire de Trotzky — avec une pirouette terminologique: Etat ouvrier ou Etat non ouvrier.

Dialectique et formalisme dogmatique.

Les exemples cités par Engels dans l'*Anti-Dühring* à propos de la transformation de la quantité en qualité nous montrent suffisamment le point critique, hégélien où se produit ce changement. Malheureusement pour les collectionneurs de citations, ne figure pas celle qui pourrait établir d'une manière précise, mathématique... et éternelle la transformation qualitative d'un régime politique. Il est bien possible qu'elle existe parmi la copieuse littérature qu'on a déjà sur la question de l'U.R.S.S., mais nous avons à regretter le fait de ne pas la connaître. Il nous faut donc développer.

1) Dans l'ordre du système économique, il ne peut y avoir un autre changement qualificatif en U.R.S.S. que son retour au capitalisme (dans le sens d'un recul). Propriété privée ou propriété collective sont des catégories économiques parfaitement délimitées. Il n'y a pas d'autres catégories intermédiaires dans les formes de propriété.

2) Dans l'économie capitaliste se sont opérés des changements quantitatifs dès l'étape ascensionnelle et progressive du capitalisme (libéralisme économique) jusqu'à sa décadence et sa décomposition (domination du capital financier) qui n'ont pas modifié la nature qualitative du régime de propriété privée.

Cependant, dans l'ordre **politique** les catégories monarchie absolutiste, république, démocratie bourgeoise et fascisme sont des formes de domination politique de la bourgeoisie qualitativement différentes. La superstructure enregistre des changements essentiels et non par ce qu'il y a de différent dans la superstructure elle-même, c'est-à-dire dans l'aspect étatique ou de mode étatique, mais par les contradictions, la fonction et la nature du pouvoir politique.

Le pouvoir politique dans la démocratie bourgeoise ne se trouve pas concentré dans les organes du pouvoir bourgeois. Le gouvernement bourgeois démocratique n'a pas dans ses mains **TOUT** le pouvoir politique, quoique, « en principe », il en soit déclaré ainsi par la loi. Une grève contre

le gouvernement montre le pouvoir de la classe ouvrière. Le fait que soient « tolérés » l'existence politique du prolétariat, ses organisations politiques, ses organes de presse, son activité enfin, implique une situation où se trouvent des éléments de dualité de pouvoir. La démocratie bourgeoise est une catégorie politique de **qualité** inopérante pour la domination capitaliste dans une époque de crise. Voilà la cause de l'adoption d'une autre forme de domination: le fascisme, par qui, disons-le en passant, se sont opérés des changements quantitatifs dans l'ordre économique.

L'insuffisance de la démocratie bourgeoise pour maintenir l'exploitation capitaliste, du fait qu'elle ne réalise pas la politique qui assure le mieux la défense des intérêts du capitalisme, c'est le facteur qui obligea la bourgeoisie, poussée par le capital financier, à adopter d'autres méthodes de domination qui représentent la seule défense générale et durable du système: c'est le fascisme.

Le pouvoir politique en U.R.S.S.

Ecarter la superstructure de la nature du pouvoir est pur schématisme. Personne, même pas les défenseurs inconditionnels permanents, n'osent affirmer que le pouvoir de la bureaucratie stalinienne, c'est le pouvoir ouvrier — qui s'accorde avec les intérêts généraux, historiques du prolétariat — quoique dans une situation déterminée il coïncide partiellement avec celui-ci.

Cette situation, nous l'avons vue, par exemple, lors de la **défense** de Leningrad. Lorsque la population en masse prend les armes pour la lutte **défensive**. Lorsque l'impérialisme allemand mettait en danger l'existence même de l'U.R.S.S. Alors les ouvriers — en dehors de l'Armée Rouge — constituèrent leurs unités combattantes (milices) qui — on peut le supposer — ne se bornèrent pas à tirer des coups de fusil comme des automates contre les forces de la Wehrmacht. Les mesures de police de la ville assiégée, les mesures pour le ravitaillement et les transports connurent ne fût-ce que momentanément, une participation active du prolétariat. La structure du pouvoir différait de l'appareil bureaucratique dans la mesure où la nature du pouvoir ouvrier différait du pouvoir de la caste bureaucratique. Les appels à la discipline et à la nécessité du commandement unique, l'expression « moins de comités et davantage d'organisation », nous ne croyons pas que ce soient des phénomènes exclusifs de la révolution en Espagne tendant au but de désarmer la classe ouvrière en empêchant son action indépendante.

Malgré les divergences irréductibles qui existaient au moment de l'attaque allemande contre l'U.R.S.S., la lutte contre la bureaucratie stalinienne a passé au deuxième rang, s'est affaiblie, disparaissait même en tant que lutte en face du besoin de défense **inconditionnelle**. Le rapport de forces à cette occasion détermina l'établissement du front unique sur la base des positions **défensistes** imposées par la bureaucratie. Le prolétariat n'avait pas l'organisation politique qui lui aurait permis d'effacer de la scène la bureaucratie et, par la suite, de prendre la direction de la lutte par les moyens révolutionnaires en l'orientant vers l'intervention du prolétariat, au lieu de suivre le chemin du stalinisme dans l'arène de la diplomatie.

Ce différent politique inhérent au pouvoir même et, par conséquent, à la structure du pouvoir (on ne peut pas mener une politique prolétarienne en se servant de l'appareil de l'Etat bourgeois) (1), s'exprime comme qualité différente et, par conséquent, en qualités différentes dans l'appareil de l'Etat. L'absence totale de démocratie, la non-existence d'organes du pouvoir ouvrier est la condition première, dans l'ordre structurel, pour l'existence du bonapartisme stalinien.

Nous ne croyons pas nécessaire de nous étendre sur la nature du pouvoir bureaucratique. Résultat du choc entre le capitalisme et le prolétariat, équilibre entre les deux forces antagonistes, situation provisoire, « conciliatrice »